

INFORMATIONS ET MENTIONS LEGALES

1. Mentions légales

Conformément à la Loi sur l'Economie Numérique (LEN), Loi n°2004-275 pour la confiance dans l'Economie Numérique, voici les coordonnées de l'éditeur de ce site Web :

BALOU-Bé

Siège social : Propriété dite « Le Robinson »
Tn : 1655-BO, Ambatoloaka, Madirokely, Nosy-Bé
Tél. : +261 32 47 960 11
e-mail : BALOU-BE@gmx.fr
NIF : 3002893204

Stat : 91398 71 2017 0 10934

RCS : NB2017B067
N° TVA Intracommunautaire : FR 49 343247672
Gérant : M. Patrick FRADETAL

Copyright photos :

Hébergement du site internet :

WIX.com
Tel Aviv-Jaffa, Israël

2. Protection des données personnelles:

Les données personnelles, nécessaires afin que nous puissions répondre aux demandes que vous pourrez formuler sur notre site (notamment via le formulaire de contact), mais également à des fins statistiques pourront être collectées via le présent site Internet. Nous nous engageons à respecter les dispositions protectrices des données à caractère personnel, et plus particulièrement la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Nous prenons l'engagement de respecter la confidentialité des informations recueillies lors de vos demandes d'information ou de vos commandes. Nous nous interdisons toute revente de fichiers, aucune information personnelle ne sera cédée à des tiers. Vos coordonnées ne seront utilisées que pour répondre à vos demandes. Elles pourront également nous servir à vous informer sur nos opérations promotionnelles ou nos produits (sauf avis contraire de votre part). Déclaration CNIL : en cours

3. Obligation des Utilisateurs :

La structure générale, ainsi que les textes, images animées ou non et tous les éléments composant ce site Web, sont la propriété de BALOU-BE.

Toute reproduction totale ou partielle de son contenu, ainsi que toute extraction d'une partie substantielle de la base de données qu'il contient est interdite sans autorisation expresse et préalable de BALOU-BE.

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivant du Code de la propriété intellectuelle, sans préjudice des sanctions prévues en cas de violation de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.